GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

ABONNEMENT:
PARIS ET LES DÉPARTEMENTS :
Un an, 72 fr.
Six mois, 36 fr. | Trois mois, 18 fr.
ÉTRANGER
Le port en sus, pour les pays sans
échange postal.

BUREAU:
RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2
au coin du quai de l'Horloge,
à Paris.
(Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

JUSTICE CRIMINELLE. — Cour d'assises de Maine-et-Loire :
Attentat des 26 et 27 août; seconde catégorie.
COURONNÉ.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DE MAINE-ET-LOIRE.

(Réaction particulière de la Gazette des Tribunaux.)
Présidence de M. Valleton, premier président de la
Cour impériale.

Audience du 18 octobre.

ATTENTAT DES 26 ET 27 AOUT. — SECONDE CATÉGORIE.
L'audience est ouverte à dix heures.

SUITE DE L'INTERROGATOIRE DES ACCUSÉS.

M. le premier président : Messieurs les jurés, un des
accusés, François Coublaut, m'a fait demander la faveur
d'être entendu de nouveau; je suis disposé à la lui accor-
der dans l'intérêt de la vérité. Accusé Coublaut, parlez.

Coublaut : Hier j'ai fait une déclaration mensongère.
La vérité est que je me suis décidé à aller au bord de
l'Authion avec les autres. Là je me suis assis sur une pièce
de bois où j'ai trouvé un sabre. J'ai été à Angers avec;
mais quand j'ai vu qu'il m'embarrassait pour me sauver,
je l'ai jeté au pont Saint-Joseph.

M. le premier président : Vous êtes dans la voie de la
vérité; allez jusqu'au bout. Que venez-vous faire à An-
gers?

Coublaut : Je vous jure que j'allais pour la diminution
des vivres; on ne m'a rien dit autre chose.

D. Pasquier a dit : « Nous avons bien dit à quelques-
uns ce que nous allions faire à Angers, mais il ne fallait
pas effrayer les autres. » — R. On ne m'a pas dit autre
chose.

D. Etiez-vous chef? — R. J'étais chef de mon sabre,
mais pas d'autre.

D. Trelazé a fourni une section; l'accusation prétend
que vous en étiez le chef. — R. C'est bien pas vrai; j'étais
dans le bulot (la bande) comme les autres, rien de plus.

Pierre Loiseleur, 38 ans, carrier aux Ponts-de-Cé : Le
samedi au soir, on m'a dit que Secrétain était arrivé de
Paris et que toute la France était en révolution.

D. Qui vous a dit cela? — R. C'est plusieurs mondes
qui me l'ont dit; mais pour reconnaître quelques-uns, non.
L'endemain matin, en allant me faire faire la barbe, on
m'a rencontré avec Botreau et d'autres, et on m'a deman-
dé, chez François Bellanger, si je voulais marcher pour
la diminution des vivres. J'ai demandé à réfléchir, et
quand nous avons eu bu deux bouteilles de vin, j'ai dit
que je ferais comme les autres. Sur ce coup de temps, je
rentre à la maison, je trouve ma femme qui me dit que
notre enfant était malade; ça m'a pas mal contrarié, mais
comme j'avais donné ma parole d'aller pour les vivres,
j'ai fait semblant de sortir pour une nécessité. Mais ma
femme qui est plus maline que moi m'a viré (tourné) de
l'autre côté de la haie, et m'a fait retourner en pleurant.
Je suis revenu avec elle, je me suis couché; mais vers les
deux heures, la politique des vivres m'a repris; je me
suis levé tout doucement, et j'ai été retrouver les autres à
l'Aauthion (petite rivière canalisée, près les Ponts-de-Cé).

D. Qui avez-vous vu sur l'Aauthion? — R. J'ai vu les
deux Bellanger, Serrin, Coublaut; Soyot, Rousseau,
Botreau, Legangneux, Deslandes, Dorgigné, les deux Ti-
berge, Béziau et Pierre Réveillon.

D. Quels sont ceux qui étaient armés? — R. Les trois
pompiers, qui veut dire les deux Bellanger et Pierre Ré-
veillon.

D. Etes-vous affilié à la Marianne? — R. Oui, mon-
sieur; c'est Pierre Moreau, des Ponts-de-Cé, qui m'a reçu.
D. Quel est le serment que vous avez prêté? — R. De
marcher pour la république, pour la soutenir de toute ma-
nière.

D. Et vous avez voulu la soutenir en quittant une fem-
me qui vous aime et que vous aimez et un enfant malade?
— R. J'en ai assez de regret aujourd'hui.

D. Quels sont ceux des Ponts-de-Cé qui sont de la Ma-
rienne? — R. Je n'en connais pas.

D. Mais vous les avez désignés dans l'instruction. — R.
Dans le moment, j'étais interdit, j'étais interrogé tous les
jours; ma femme me disait de parler tant qu'on voudrait.
D. Messieurs les jurés comprennent pourquoi cet hom-
me ne parle pas; il est en prison avec les autres, il est
sous leur influence, sous le coup de leurs menaces. Accu-
sés, je vais faire pour vous ce que vous ne voulez pas
faire; je vais relire vos interrogatoires dans l'instruction
et nommer ceux que vous avez désignés pour être de la
Marianne. — R. Je sais bien; mais, comme je vous dis,
c'est ma femme qui m'a dit que je m'en sauverais si j'accu-
sais les autres.

D. Cela ne peut pas être vrai; vous avez donné au juge
d'instruction des noms qu'il ne connaissait pas, et voici
ces noms. Vous avez été affilié à la Marianne par Pierre Mo-
reau, François Bellanger, Gentilhomme, Coublaut, Legan-
gneux, Thomas Soyot, Botreau père et fils, Jean Moreau, les
deux Robard, les deux Tiberge, les deux Bignon, Fran-
çois Chemin, Gaignard, Dorgigné, Dadey, Elie Rousseau,
et d'autres encore. — R. Ah! monsieur, écoutez-moi; j'ai
nommé ceux-là pour les avoir vus sur l'Aauthion, mais pas
à la Marianne.

D. De ceux-là il y en a beaucoup qui n'étaient pas sur
les bords de l'Aauthion. — R. C'est moi qui m'aura trompé.
M. l'avocat général : Quand cet homme a été seul, il
s'est laissé aller à des aveux. Aujourd'hui qu'il est entouré
de ses complices, il ne veut plus rien dire. Messieurs les
jurés remarqueront ce fait.

Thomas Soyot, 27 ans, carrier des Ponts-de-Cé : Je
me suis engagé à aller à l'Aauthion avec une dizaine d'au-
tres, mais j'ai pas marché à Angers; j'ai été qu'aux plaines.
D. Qui avez-vous trouvé sur l'Aauthion? — Les Réveil-
lon et Bellanger.

D. Vous dites que vous n'êtes pas venu à Angers; on
vous y a vu. — R. J'ai venu à Angers pour m'en aller
quand j'ai vu qu'on marchait pas pour la diminution des

vivres.
D. Mais dans la journée du dimanche, vous vous êtes
trouvés avec des camarades et on a causé du projet. — R.
Oui, avec les Réveillon et les Bellanger pour améliorer le
sort des ouvriers.

D. Pourquoi allait-on à Angers? — R. Pour parler à M.
le préfet.

D. En armes et avec des munitions et des instruments
de destruction? — R. Aussi, c'est ça qui a fait que j'ai
quitté.

D. Vous avez vu les projets funestes des insurgés; di-
tes quels ils étaient. — R. On ne me l'a pas dit.
D. Encore des réticences! Etiez-vous armé? — R. Non.
M. l'avocat général : Encore un mensonge; prenez
garde d'être démenti par les témoins.

Alexandre Deslandes, 31^e accusé, tailleur de pierres,
aux Ponts-de-Cé, s'est rendu comme les autres sur le
bord de l'Aauthion. Quand nous avons été là, dit-il, on
m'a dit : « Faut que tu viennes avec nous pour la dimi-
nution des vivres. — J'ai pas besoin de vivres, que je dis,
j'ai mon souper qui m'attend. — Non, non, qu'ils m'ont
dit; s'agit pas de souper, s'agit de marcher. » La peur
m'a pris de ce qu'ils m'ont mis des balles dans mes po-
ches, et voulant pas qu'ils me rattrapent à la maison, j'ai
été me coucher dans un pré.

D. Qui avez-vous vu sur l'Aauthion? — R. Rien que Lé-
gagneux et Dorgigné.

D. Les hommes que vous avez vus sur l'Aauthion
étaient-ils armés? — R. J'ai rien vu qu'une baïonnette
dans tout le bulot.

D. Etes-vous de la Marianne? — R. Non, monsieur.
Jacques Buteau, 44 ans, terrassier aux Ponts-de-Cé.
D. Etes-vous venu à Angers le 26? — R. Malheureusement.

D. Racontez à MM. les jurés ce que vous avez fait. —
R. Ce que nous avons commencé à faire avec Soyot et
Bellanger, c'est d'aller à la société du Bosquet jusqu'au
soleil couchant; de là nous avons été chez Guilleau boire
une bouteille de vin; de là nous avons été boire un coup
ensemble à un autre endroit. C'est là qu'on a dit d'aller à
Angers pour les vivres. Tiens! j'ai dit, ça se trouve bien,
moi qu'a besoin d'aller à Angers pour des affaires, ça fait
qu'on me fera la conduite. De là nous avons parti pour
Angers, mais sans pouvoir dire la route, car j'avais la tête
ivre. Quand j'ai entendu le tambour, ça m'a animé un
moment, j'ai marché à Angers, mais quand j'ai vu un tas
d'armes et d'outils, ça m'a effrayé, et j'ai bien eu regret.

D. Vous-même, est-ce que vous n'aviez pas une arme?
— R. Non, monsieur.

D. Vous n'aviez pas une masse servant à casser les
pierres? — R. Je ne suis pas casseur de pierres; je ne me
sers que de pelles et de pioches.

D. Et cependant, depuis cette époque, dans votre pays
on ne vous appelle plus que du surnom de la Masse. —
R. On ne peut pas empêcher le monde de jaser.

D. Etes-vous de la Marianne? — R. Ah! ben oui, non.
D. N'avez-vous plus rien à dire? — R. Ah! mais, non;
fait vous dire que, voulant pas venir avec les armes, j'ai
forcé le pas pour venir à Angers. J'ai rencontré deux
gendarmes dans le faubourg Bressigny qui m'ont rien dit
du tout, ni moi à eux. Après j'ai vu la troupe, mais n'é-
tant pas à eux que j'avais affaire, alors j'ai filé du côté de
M. Dixneuf pour lui parler en me promenant; mais pas-
sant par la rue Saint-Aubin, j'ai rencontré M. Beaugé à
qui j'ai dit que j'étais fatigué, que je me portais pas bien
et que je prendrais bien quelque chose.

D. Ainsi, vous n'êtes venu à Angers que pour vous pro-
mener? — R. Aussi pour affaire et aussi un peu par curio-
sité.

Pierre Bignon, carrier aux Ponts-de-Cé : Vers trois
heures du matin on est venu frapper à ma porte pour la
diminution des vivres. Si c'est pour ça, je dis, retirez-
vous, je vas me lever. J'ai été dire ça à mon beau-frère
Legangneux qui m'a dit : « On peut des fois, la nuit, être
attaqué en route; prends donc ma baïonnette. » J'ai donc
allé avec les autres, mais au pont Saint-Joseph, j'ai vu
que c'était pas comme ça qu'on marchait pour la dimi-
nution des vivres, et j'ai jeté ma baïonnette dans un grand
jardin.

Jean Dorgigné, 32 ans, carrier aux Ponts-de-Cé : Je
n'ai été qu'à l'Aauthion, mais quand j'ai vu des armes, je
me suis en allé.

D. Qui avez-vous vu là? — R. On pouvait pas voir, il
faisait nuit.

D. Etes-vous de la Marianne? — R. Non.
D. Vous êtes cependant signalé comme un des affilia-
teurs des Ponts-de-Cé? — R. C'est bien faux.

D. Ainsi vous niez tout ce qui vous est imputé par l'ac-
cusation? — R. Mon Dieu, oui.

D. Il reste que vous n'expliquez pas ce fait. Trois indi-
vidus vous réveillent et vous disent de vous réunir à
eux pour demander la diminution des vivres, et vous y
allez. — R. Oui; mais quand j'ai vu des armes je me suis
sauvé.

D. Et aussi quand vous avez vu les gendarmes des
Ponts-de-Cé, qui, cette nuit, ne sont pas restés inac-
tifs.

Le trente-cinquième et dernier accusé, Toussaint Dau-
phin, carrier aux Ponts-de-Cé, a été réveillé à trois heu-
res du matin par trois individus qu'il ne connaissait pas,
dit-il.

D. Vous êtes un ancien soldat d'Afrique; vous avez
une pension de 200 francs, et votre blessure à l'œil ne
vous empêche pas de travailler. Est-ce comme cela que
doit se conduire un ancien soldat? on dit que vous avez
une hache en marchant vers Angers? — R. Non, mon-
sieur.

D. Pourquoi venez-vous à Angers? — R. C'est le sai-
sissement, pour pas contrarier les autres.

D. Vous auriez pu les quitter, comme tant d'autres l'ont
fait, et ne pas suivre les bandes jusqu'à Angers. — R. Je
ne suis point venu à Angers, je n'ai été qu'à la Maison-
Rouge.

Un juré : Veuillez demander à Gazeau si la société la
Marianne n'avait pas un mot de ralliement.
Gazeau : Tout le monde de la Marianne a été prévenu
dans la journée; mais on n'a pas de mot de ralliement, du
moins je n'en connais pas dans la Marianne.

AUDITION DES TÉMOINS A CHARGE.

M. le premier président : Le débat va d'abord s'ouvrir
sur l'accusé Gazeau, qui s'était pourvu contre l'arrêt de
mise en accusation, pourvoi qui a été rejeté.

Premier témoin, Galerneau, gendarme à Trelazé.
Ce témoin rappelle les faits généraux relatifs aux scènes de
Trelazé dans la nuit du 26 août, déjà racontés par lui dans
la première affaire (V. la Gazette des Tribunaux du 14 octo-
bre), et ajoute, en ce qui concerne Gazeau : « Parmi ceux qui
excitèrent la bande à réclamer Teneu père, qui avait été arrêté
par la gendarmerie, était Gazeau; il était très exalté. »

D. Quels autres, parmi les accusés, avez-vous reconnus? —
R. Pas d'autres que Gazeau, qui me paraissait un chef et qui
m'a dit : « Laissez-nous faire, ça ne vous regarde pas. »
Gazeau : Demandez à M. Galerneau si j'étais des pre-
miers.

Le témoin : Il n'y avait ni premiers ni derniers; ils étaient
une quarantaine environ, tous en masse; Gazeau était sur le
côté, et c'est là qu'il m'a dit : « Laissez-nous, ça ne vous re-
garde pas. » Mais dans ce moment, nous étions tous mêlés
ensemble, eux et nous; il n'y avait pas d'attaque; ils nous
priaient de lâcher Teneu père, mais j'ai trouvé que la prière
de Gazeau était par trop vive, même insolente, et c'est pour
cela que je l'ai remarqué plus qu'un autre.

D. Quelle est la moralité de Gazeau? — R. Je ne le connais
pas personnellement; j'ai entendu dire que pour le travail il
n'était pas des premiers.

D. (à Gazeau) : Vous avez été militaire; n'avez-vous pas été
condamné par un Conseil de guerre? — R. Oui, pour vente
d'effets de petit équipement. Je voulais changer de régiment
pour retourner en Afrique. On n'a pas voulu, alors j'ai jeté
une paire de souliers dans les lieux pour être condamné à re-
tourner en Afrique.

M. le premier président : Cette réponse paraît acceptable.
Il y a en effet des militaires qui, pour retourner en Afrique,
prennent le mauvais moyen employé par Gazeau.

Bridier, 25 ans, carrier à Trelazé, condamné dans la der-
nière affaire à une peine correctionnelle; Je ne connais pas
Gazeau; je l'ai vu à la caserne qui faisait retourner le mon-
de; il avait un bâton à la main.

D. Que voulez-vous dire par ce mot retourner? Ne voulez-
vous pas dire qu'il forçait ses camarades à retourner vers la
caserne? — R. Oui, il virait autour pour pas qu'on s'en aille
coucher.

D. Vous avez dit que c'est Gazeau qui a tiré sur la caserne
des gendarmes? — R. C'était pas Gazeau.

M. le premier président : Cette partie de l'accusation est
importante. Gazeau est inculpé d'avoir tiré un coup de fusil
dans la porte de la caserne. Bridier et un autre témoin disent
que c'est Gazeau; aujourd'hui Bridier se dément. (Au té-
moin) : Vous n'êtes pas affilié à la Marianne? — R. Non, mon-
sieur.

Jacques Boudin, cordonnier à Trelazé : Le 27 août, à une
heure du matin, après avoir entendu bien du tapage, j'ai
aperçu une bande de cent cinquante dont une partie avait des
fusils, entre autres Gazeau, qui a frappé un coup de bout à
ma porte en criant : « Rendez les armes! » J'ai parlé à Piau-
lin, un de mes locataires, qui m'a dit : « J'ai un fusil qui ne
vaut pas le vôtre, je vas le donner. » Nous l'avons donné;
mais en le recevant, ils ont dit : « Ce n'est pas celui-là que
nous voulons, c'est celui de Boudin, qui est un fusil double. »
Il a fallu le donner, car Gazeau m'a couché en joue en disant :
« Ta vie n'est rien, donne bien vite, ou sinon... » Et j'ai don-
né mon fusil, après l'avoir déchargé.

D. N'a-t-il pas dit : « Donne ton fusil, ou je tire? » — R.
Oui, monsieur, mais je ne pourrais pas affirmer que ces pa-
rolles viennent de lui.

D. Et c'est bien lui qui vous a mis en joue? — R. Oui, trois
fois, et j'ai bien vu à qui j'avais affaire, et que c'était un an-
cien soldat, car à chaque fois qu'il me couchait en joue et qu'il
relevait son arme, son fusil retombait d'aplomb dans sa main
comme un bon trouper.

Gazeau : Je ne nie pas le fait, mais le fusil n'était pas char-
gé; c'était un vieux fusil incapable d'aucun service.

D. Et votre fusil vous a-t-il été rendu? — R. Non, mon-
sieur, et je crois bien que je ne le reverrai jamais.

D. Où avez-vous pris ce fusil? — R. C'est un individu qui,
à quarante pas de chez M. Houdin, avait une épée et un fusil;
il m'a donné le fusil en me disant : « Prends ce fusil ou je te
traverse avec mon épée. » J'ai pris le fusil, en jetant le ciseau
que j'avais dans la première affaire, mais le fusil, je le dis,
ne valait rien; il n'avait pas même de pierre.

Mathurin Sigogne, régisseur de carrière, à La Forge, com-
mune de Trelazé.

Arrivant aux faits qui concernent Gazeau, le témoin déclare :
« Au milieu de la bande qui voulait avoir de la poudre, au
milieu des cris, des vociférations, j'ai reconnu Mathurin Ca-
chet et Gazeau. Je ne pourrais préciser ce que ce dernier a
dit; ma femme s'est jetée au-devant d'eux; ils se sont en allés
en disant : « Canaille, brigand! tu ne perdras rien pour at-
tendre. »

D. Vous ne parlez pas de deux coups de feu qu'on a tirés
dans cette circonstance. — R. C'est-à-dire qu'on a mis deux
fusils en joue; la capsule de l'un est partie, l'autre a raté;
cela m'a fait supposer que les fusils n'étaient pas chargés.

Gazeau : Je ne faisais pas partie de ceux qui sont allés
chez M. Sigogne; j'avais été chez MM. David et Gautier pour
désarmer.

D. Etes-vous bien sûr d'avoir reconnu Gazeau chez vous?
— R. Je l'ai reconnu à ses vêtements; je n'affirmerais pas ce-
pendant que ce fut lui; quant à Cachet, je l'ai parfaitement
reconnu; c'est Cachet qui, au moment où on me couchait en
joue, a crié : « Tuez-le, tuez-le! si je tenais le fusil, ce serait
déjà fait. » Cela se passait entre une heure et une heure et
demie.

Jean Barat, maçon : Je ne connais que Gazeau qui était
avec moi à la prison, et qui m'a dit : « Je voudrais être en-
voyé pour cinq ans à Cayenne, parce que je n'y resterais pas;
il y en a qui sauront bien nous tirer, et ça ne sera pas
long. »

Gazeau : Tout est faux dans ce que dit cet homme. (Avec
énergie) Je suis sur le banc des accusés, mais j'ai trop d'hon-
neur pour parler à cet homme, qui ne parle que de vol, d'as-
sassinat, qui a été dix fois condamné par la police correc-
tionnelle.

Le témoin : Ah! Gazeau, pouvez-vous dire ça!
Gazeau : Tout le pays vous connaît, et tout homme
d'honneur se salue de vous. D'ailleurs, d'après les aveux
que j'ai faits au juge d'instruction et à M. le procureur-gé-
néral, je n'aurais pas tenu ces propos, et je ne me serais pas
constitué moi-même prisonnier.

Un juré : Cela est-il vrai?
M. le premier président : Cela est exact.
Lecture est donnée des déclarations écrites des époux Gau-
tier. Il en résulte que Gazeau n'aurait pas été vu par les époux
Gautier pour avoir fait partie de la bande qui serait venue
chez eux à deux heures du matin.

M. le premier président : Nous avons fait donner lecture de
ces déclarations parce que, quoiqu'il en résulte que les époux
Gautier n'ont pas vu Gazeau, cet accusé a déclaré avoir fait
partie de ceux qui sont allés chez eux.
François Marseille, expert à la Pyramide, témoin relatif à

l'accusé Chevret : L'un des bons sujets m'a dit : « Donne tes
armes, » pendant qu'un autre me menaçait de son épée si je
ne donnais pas mon fusil; je l'ai donné.
D. Vous n'avez pas reconnu Chevret? — R. Non, mon-
sieur.

D. Il a déclaré qu'il y était.
Chevret : Je le dis encore, mais je suis resté par derrière.
Jean-Antoine Vincent, forgeron, à la Pyramide : Du 26 au
27, de vers deux heures du matin, on est venu cogner à ma
porte; on s'est levé, on m'a demandé des armes : « On n'en a
pas, » je dis; on a demandé des munitions : « On n'en a pas, »
je dis. On dit : « Faut croire que c'est la révolution qui passe. »
On a monté en haut dans mon grenier.

M. le premier président : Qui, on? est-ce vous? — R. C'est
moi et eux pour voir s'il y avait des munitions. « Il n'y en a
pas, » je dis; mais ils ont trouvé dans les environs d'un kilo-
gramme.

D. Qui avez-vous reconnu dans ce groupe? — R. Rien que
Lemeunier.

D. Celui-là est condamné. Chevret a reconnu qu'il y était
aussi. — R. Oui, mais toujours sans rien faire, par derrière
les autres.

On rappelle Bridier.
D. Bridier, Chevret ne vous a-t-il pas dit que Secrétain
revenait de Paris? — R. Il m'a dit qu'il avait vu ça sur le
journal.

Chevret : En effet, c'est sur le journal que j'ai vu ça.
M. le premier président : Ce que vous dites là est absurde;
il ne pouvait être question de Secrétain dans un journal dans
ce moment.

Chevret : Mais c'est après que nous avons été en prison
que j'ai vu sur le journal que Secrétain avait été à Paris cher-
cher des ordres.

Bridier : Ah! oui, c'est quand nous étions tous ensemble au
château qu'il m'a dit ça.

Jean-Baptiste Lorrain, régisseur de la carrière des Fres-
nais : Quatre des accusés ont été mes ouvriers. Après l'évé-
nement, on m'a rapporté des propos de Richard qui disait
que Doison, qui n'avait pas voulu livrer la poudre des Fres-
nais, ne perdrait rien pour attendre. Je ne comprends pas
cette menace, parce que Richard, qui est charpentier, n'a ja-
mais affaire à Doison qui est surveillant des mines d'en bas.

D. On a pris de la poudre dans vos magasins? — R. Oui,
monsieur, environ une centaine de kilogrammes. Je n'étais pas à
la mine en ce moment, et le gardien de la poudre m'a dit que
c'était Trideau qui avait pris la clé de la chambre où man-
geaient les ouvriers pour ouvrir la porte de la poudrière. On m'a
dit aussi que c'était Richard qui avait pris les deux bis-
saignés et qui aurait dit : « Ou a bien fait de donner la pou-
dre, car si on ne l'avait pas donnée, il serait arrivé des mal-
heurs. »

Richard : Oui, j'ai bien dit ça.
M. le premier président : Est-ce un bon ouvrier?
Le témoin : On n'a pas à s'en plaindre.

D. Quels sont les autres accusés qui ont été vos ouvriers? —
R. Il y a Gavalan, un bon ouvrier; même il y a quelques an-
nées il se fâchait contre ceux qui avaient une mauvaise poli-
tique; aussi, dans ces derniers temps, je ne le reconnaissais
pas.

M. le premier président : C'est l'effet de la Marianne.
Le témoin connaît aussi les accusés Soyot et Loiseleur; il
n'a jamais eu à s'en plaindre. Selon lui, Loiseleur est d'un
caractère faible. Il connaît aussi Juteau, mauvais travailleur,
mais tranquille. Je répète qu'aujourd'hui les ouvriers sont
bien changés. Il y a deux ans, je suis sûr qu'ils m'auraient
prévenu de ce qu'ils voulaient faire.

M. le premier président : Voilà ce qui explique comment
vous donnez de bons renseignements sur des ouvriers qui, il
y a deux ans, étaient sans reproche, quand les renseignements
d'aujourd'hui sont tout autres.

Pierre Doison, élève (commis) d'en bas, à la carrière des
Fresnais : Le lendemain de la nuit où ils sont tous venus pren-
dre la poudre aux Fresnais, mon beau-frère Pelletier et un
nommé Chemineau me dirent avoir entendu Richard dire :
« Ah! Doison, c'est un homme bien dangereux et bien à crain-
dre; on l'a manqué hier, mais il ne perdra rien pour atten-
dre; » il ajouta : « On a eu tort de ne pas mettre le feu à la
maison du régisseur; les pompiers et la troupe seraient venus,
et pendant ce temps on aurait mis le feu aux quatre coins de
la ville. Ma sœur m'a dit aussi que Richard, Trideau et Goré
avaient dit que les ouvriers m'en voulaient, et que tôt ou tard
il m'arriverait malheur. »

M. le premier président : Messieurs les jurés comprendront
l'importance de cette déclaration; elle fait voir les projets
qui fermentaient dans la tête des ouvriers.
L'accusé Richard nie avoir tenu ces propos.

Sébastien Pelletier, ouvrier de carrière aux Justices : Au
numéro 1^{er} du puisard des Fresnais, à une heure et demie,
heure du repas, un nommé Richard dit : « En voilà un qui
est bien à craindre, qui l'avait manqué belle la nuit dernière,
il n'avait reculé que pour mieux sauter, qu'on aurait dû
mettre le feu à la maison de M. Lorrain, que les pompiers
seraient venus, et qu'on aurait mis le feu aux quatre coins de
la ville! »

L'accusé Richard : Que voulez-vous que je vous dise? j'ai
fait des aveux. Je dirais ça comme autre chose si je l'avais dit,
mais je ne l'ai pas dit, je ne me le rappelle pas.

D. Vous n'en voulez pas à l'accusé Richard?
Le témoin : Pas de raison pour ça.

Alexandre Chemineau, machiniste, à La Martinerie : A ma
connaissance, il a dit que M. Doison l'avait échappé belle.
D. Qui a dit cela? — R. C'est G... G... c'était une jeune
charpentier.

D. Richard, regardez-le? — R. Ah! oui, c'est bien celui-là.
D. Qu'a-t-il dit devant vous?
Le témoin rapporte les propos dans les mêmes termes ex-
primés par le témoin précédent.

Jacques Gaspalon, charpentier, à la Pyramide : Quand ils
sont venus frapper à la maison, vers deux heures du matin, ils
m'ont dit qu'ils voulaient mes armes et m'ont dit de venir
au galop avec eux. J'ai éveillé mes ouvriers pour faire resis-
tance, nous sommes montés au grenier, mais en voyant qu'ils
avaient enfilé la porte, nous nous sommes tenus tranquilles.

D. Qui dirigeait le mouvement? — R. On m'a dit que c'é-
tait Botleau, mais je n'en sais rien par moi-même.
D. Vous l'avez signalé comme dirigeant le groupe, un sa-
bre à la main? — R. Je me serai trompé; mais une chose
sûre, c'est qu'ils ont emporté mon fusil et mon sabre de pom-
pier que ma femme leur a donnés, et une broche à rôtir que
ma femme ne leur avait pas donnée du tout.

La femme Gaspalon confirme la déclaration de son mari,
Elle a reconnu au milieu des assaillants Hiver et Botleau.
L'accusé Hiver nie.

D. A qui avez-vous remis les armes de votre mari?
La femme Gaspalon : Je ne sais pas qui a pris le fusil,
mais le sabre je l'ai donné à Ubarin fils.

porteur du fusil de pompier de Gasparon; c'est vous, qui l'avez reçu des mains de la femme Gasparon?

L'accusé Bénier : On m'a donné le fusil dans la maison Gasparon, mais je n'ai pas reçu des mains de M^{me} Gasparon; au lieu de lui prendre le fusil, je l'ai consolée de ce qu'elle était dans une manière de transport.

Le témoin ne se rappelle pas ce fait.

Joseph Caignard, charcutier à la Pyramide.

Le témoin sait par Janvier, condamné de la première catégorie, que Bénier était du nombre des voyageurs pour Angers, et qu'il avait un fusil.

D. Vous aussi, vous êtes venu à Angers? — R. Oui, monsieur, bien forcé d'y aller quand les perreurs (ouvriers des carrières qui extraient les pierres) m'ont dit de marcher, mais je me suis pas mal sauvé quand j'ai vu ma belle.

D. Quelle est la moralité de Bénier? — R. Bon garçon; je l'ai nourri pendant deux ans comme pensionnaire; pendant deux ans, m'a toujours bien payé.

Renée, femme Bernard, à la Pyramide : Messieurs, le jour de la grande déroute, j'ai entendu un grand tumulte sur le chemin et qu'ils ont crié en cognant la porte : « Bernard, Bernard, en route; marchons, en route, et vivement ! »

D. Qui disait cela? — R. Je ne sais pas, mais je sais autre chose.

D. Dites quoi? — R. Comme on ne voulait pas ouvrir la porte et que je disais que mon mari était parti, Hiver a dit : « Il est là, Bernard, il est là; s'il ne vient pas, il lui arrivera malheur. »

L'accusé Hiver : Oh! bien faux! bien faux! Cette femme, vous ne la connaissez pas; elle m'en veut depuis deux ans; elle est capable de mettre en feu toute la Pyramide; c'est l'ancienne domestique de M. Janin.

D. Est-ce que vous en voulez à l'accusé Hiver? — R. Non, monsieur, pas à ce point.

D. Vous lui en voulez donc un peu? — R. Je veux dire que je ne lui en veux pas du tout.

Mariette, carrier aux Justices. C'est ce témoin qui a menacé d'une trique ceux qui sont venus le réveiller, parmi eux, il a reconnu Pointeau, Letellier et Flon, qui avait un pistolet.

L'accusé Flon : Non, Mariette, je n'avais pas de pistolet.

Le témoin : Si, Flon, tu en avais un, même que je l'ai vu, même que tu me l'as dit. Ils voulaient me faire donner mon pistolet, mais quand j'ai parlé de prendre ma trique, ils se sont en allés vivement.

Le témoin Sigogne, rappelé, donne de bons renseignements sur les accusés Flon et Cordier; ce dernier était bon ouvrier, mais s'amusa trop.

M. l'avocat-général : Les renseignements que j'ai sur Cordier sont tout différents; il serait débauché, querelleur et très violent.

La femme du précédent témoin confirme la déclaration de son mari relative à Flon et Gavalan.

Antoine Boissard, cultivateur à Trelazé, ne connaît qu'un des accusés, Pierre Cordier, qui est venu chez lui entre une heure et deux heures du matin.

D. Était-il seul? — R. Non, ils étaient quatre avec armes et bagages; mais je ne connais que Cordier qui a pris mon fusil. Il y a ma petite fille qui a crié, ils lui ont dit : « Ma petite fille, ne crie pas, nous ne voulons pas te faire du mal, ni à ton père. »

D. Vous avez eu peur, et vous avez donné votre fusil? — R. Ils étaient quatre, je me suis dépeché de faire ce qu'ils voulaient sans seulement sortir de mon lit. Mon fusil était sous la cheminée, Cordier m'a dit qu'il le voulait; je lui ai dit de le prendre.

A deux heures, l'audience est suspendue pendant vingt-cinq minutes.

A la reprise de l'audience, l'audition des témoins continue.

Auguste Martin, inspecteur de police à Angers, après avoir rapporté les faits principaux de la matinée du 27 août, déclare avoir contribué à arrêter les accusés Chauveau (cet accusé est malade) et Juteau. Ce dernier était porteur d'un bâton ferré.

M. le premier président : C'est un fait avéré; Juteau a reconnu hier le bâton.

Pierre Gaté, carrier à Angers, condamné correctionnellement pour affiliation à la Marianne, entendu dans la première affaire, a reconnu Gazeau comme faisant partie du groupe qui a attaqué la gendarmerie de Trelazé. Parmi les accusés, il reconnaît pour affiliés à la Marianne Chevreton, Briant, Dorgigné, Pierre Réveillon et Pierre Cordier.

Cordier : Qui est-ce qui l'a dit, ça, que j'étais de la Marianne?

Le témoin : Si vous voulez que je vous le dise, c'est votre beau-frère.

Cordier : Mon beau-frère n'est pas capable de l'avoir dit ça, puisque ça n'est pas.

M. le premier président : Pourquoi le dirait-il, si ce n'était pas vrai? Avez-vous quelque raison de croire qu'il vous en veut?

Cordier : Il n'en veut à personne, et il en veut à tout le monde; pour se sauver, il en a dénoncé quatre-vingt-huit; il dénoncerait tout le monde pour se tirer d'embarras.

M. le premier président : N'insultez pas le témoin. Messieurs les jurés, il faut que vous sachiez ce qui s'est passé à l'égard du témoin Gaté et de son frère. Il y a deux ans, ils étaient orphelins; sans guide, sans appui, abandonnés à tous les mauvais conseils, tous deux ont été affiliés à la Marianne; celui-ci n'avait alors que 17 ans. Il a reconnu l'abîme dans lequel il avait été entraîné; il a dit la vérité, et comme il était de la Marianne, il n'est pas étonnant qu'il en connaisse les affiliés.

Auguste Gaté, carrier, frère du précédent, condamné comme lui pour affiliation à la Marianne.

Ce témoin reproduit tous les faits indiqués par son frère. Il a vu Gazeau armé d'un ciseau; cet accusé était complètement ivre. Il connaît comme affiliés Gazeau, Chevreton, Cordier, Briant, Bourgneuf, Pierre Réveillon, Jean Dorgigné. C'est ce dernier, ajoute Gaté, qui est mon affiliateur. J'ai prêté le même serment que mon frère; j'avais 17 ans alors.

M. le premier président : Dorgigné, qu'avez-vous à dire? — R. C'est faux, je n'ai jamais fréquenté Gaté.

D. Est-ce que Gaté vous en veut? — R. Je ne sais pas, mais il ne dit pas vrai.

D. Et vous, Cordier? — R. C'est bien faux. Comment peut-il savoir cela?

Gaté : Le dimanche soir, vers neuf heures, Cordier était en éclairer avant le commencement du mouvement.

D. Et vous, Bourgneuf? — R. C'est faux.

Gaté : Il était avec moi et d'autres affiliés le dimanche; il s'est joint ensuite à la bande, comme elle passait devant chez lui. — R. C'est faux.

D. Briant, que dites-vous? — R. C'est faux. Comment le sait-il?

Gaté : C'est mon voisin, je sais parfaitement qu'il est affilié; d'ailleurs, son beau-frère Gautier me l'a dit.

Briant : Je jure que c'est faux.

D. Réveillon, qu'avez-vous à dire? — R. Je ne connais pas ce jeune homme.

Gaté : Des affiliés comme moi me l'ont plusieurs fois nommé; je suis d'ailleurs allé chez lui avec d'autres.

D. Chevreton, et vous? — R. Ce que dit Gaté est vrai; entre affiliés nous nous connaissons.

Gazeau : Gaté m'a-t-il vu à la Porée?

Gaté : Non, monsieur.

Etienne Gouzé, cordonnier à la Pyramide.

Ce témoin a été entendu dans la première affaire; il reproduit textuellement sa première déclaration. Quand on l'a emmené de force de sa maison, sa femme a voulu lui donner de l'argent; le nommé Janvier a dit : « Ce n'est pas la peine, on en trouvera là-bas. »

Le témoin reconnaît parmi les accusés présents : Hiver, pour l'avoir vu dans les plaines avec un sabre, et Bourgneuf, au pont St-Joseph.

Hiver : Ce n'est pas vrai.

Gouzé : Hiver est mon ami, je dis la vérité; il avait même l'air bien tranquille.

M. le premier président : Vous voyez, Bourgneuf, deux témoins vous ont vu : l'un, Gaté, comme vous partiez de chez vous, et l'autre, Gouzé, au pont St-Joseph.

Bourgneuf : C'est faux; je suis allé faucher à mon chantier.

Gouzé : Je l'ai bien vu, il n'avait pas d'armes.

M. l'Allain Targé : Il résulte de ce témoignage que Bourgneuf n'avait pas sa faux.

M. l'avocat-général : Nous entendrons les autres témoins

n'anticipons pas.

Pierre Grimaut, carrier à St-Lézin.

Ce témoin raconte les faits déjà connus de l'insurrection; on l'a forcé de marcher, sous prétexte de la diminution des vivres; il a reconnu Jean Chauveau, celui des accusés qui est malade.

Pierre Riquet, soudeur de fils de fer à St-Léonard : Dans la nuit du 26 au 27, vers minuit, je rentrais de l'assemblée de St-Barthélemy; l'accusé Goré est venu chez moi, et me dit : « Il faut me suivre. — Où cela? — Réponds-moi. — Tu le verras. — Je n'irai pas. — Eh bien, on te fera bien marcher. » J'entendis du bruit de plusieurs personnes à la porte. Il était inutile de résister. Je me dirigeai vers les plaines avec les autres. Goré marchait à côté de la bande; il avait une carnaissière. Des plaines, après les sections formées, nous avons marché sur Angers.

D. Goré, qu'avez-vous à dire? — R. C'est faux; s'il avait un peu de cœur, il ne dirait pas cela.

D. Riquet, avez-vous des motifs de haine contre Goré? rappelez-vous votre serment. — R. J'affirme que j'ai dit la vérité.

Goré : Richard sait bien que Niquet est arrivé avant moi sur les plaines.

L'accusé Richard : Oui, c'est vrai, j'ai vu Niquet avant Goré sur les plaines.

D. Niquet, persistez-vous? — R. Je persiste, j'ai dit la vérité.

M. l'Avocat : Le frère de Niquet était-il sur les plaines avec le témoin?

Niquet : Oui, monsieur.

D. A-t-il été appelé par Goré? — R. Oui, monsieur.

D. Vous êtes partis ensemble? — R. Oui, monsieur.

Pierre Ventreux, carrier à St-Léonard : Le dimanche soir, Trideau m'avait averti du mouvement, qu'il fallait marcher; il m'a emmené chez Goré. Ce dernier avait dans sa carnaissière ses couteaux de boucher et un pistolet; je les ai vus; il m'a offert un de ses couteaux, il en avait trois ou quatre; il avait même de la poudre. J'ai refusé son offre.

Goré : C'est faux.

Le témoin : Devant Dieu et devant les hommes, j'ai dit la vérité.

D. Avez-vous quelque chose à ajouter? — R. Oui. Après être sorti de chez Goré, j'ai vu l'accusé Richard, près du chantier de la scierie, m'offrir trois ou quatre bisagués (outil de charpentier). J'ai refusé.

Richard : C'est vrai, mais il a accepté le bisagué.

D. Comment avez-vous pu alors les rapporter, si vous les avez livrés à d'autres? — R. Je les ai reprises.

M. l'Avocat : Qui était présent quand Goré a offert les couteaux au témoin?

Ventreux : Il y avait Jean Gaté, Jean Denis, un individu surnommé Bat-les-Bleus et Fournier.

M. l'Avocat : Je demande à M. le président de vouloir bien entendre ces témoins.

M. l'Avocat-général : Ces témoins sont affiliés à la Marianne.

M. le premier président : Ils seront entendus; vous reviendrez demain, Ventreux.

Gabeau, propriétaire à Saint-Léonard : Je ne sais pourquoi j'ai été cité comme témoin. J'ai entendu seulement le bruit de l'émeute.

D. Savez-vous si Goré avait préparé ses couteaux de boucher pour l'insurrection et s'il les portait dans sa carnaissière? — R. La clameur publique m'a appris cette circonstance.

M. l'Avocat : Quelle est la réputation de Goré? — R. Il se tient à son travail et le bon accord paraît régner chez lui; je ne sais rien de plus.

Joseph Boucher, charpentier aux Justices. (Ce témoin est entendu en vertu du pouvoir discrétionnaire du président.) Je connais Richard et Goré; le premier m'a raconté ce qui s'est passé dans la nuit de l'insurrection, et ce qu'il a fait; il m'a dit que c'est Goré qui l'a forcé d'entrer dans le magasin à poudre; Goré avait un couteau de boucher à la main.

Richard : Ce n'est pas vrai; je n'ai pas dit cela.

D. Boucher, qu'avez-vous répondu à cette confidence? — J'ai dit à Richard : Mais on aurait pu vous surprendre; les clercs de carrière, Minot et Doison, auraient pu s'opposer à l'enlèvement de la poudre. Richard a repris : « Mes camarades les auraient tués, ils y étaient décidés; quant à moi, je m'en serais allé; je ne voulais pas faire de mal. »

D. Richard, qu'avez-vous à dire? — R. Je ne sais qui était avec moi en ce moment; je n'ai pas vu Goré. Il ne m'a pas fait voler la poudre.

Femme Bordenau, demeurant aux Justices : Vers six heures du matin, le lundi, Duveau est venu à ma porte, en battant du tambour, appeler des hommes qui étaient entrés chez moi en revenant d'Angers et qui l'ont suivi; Duveau disait : « Allons, filons ! » A ce moment la déroute avait eu lieu et c'était sans doute pour ramener les fuyards sur Angers que Duveau a fait cet appel.

Duveau : On m'a forcé de battre le tambour, j'ai obéi.

D. Qui vous a donné cet ordre? — R. Je ne sais pas. D'ailleurs, je n'ai appelé personne.

Pierre Bonsergent, 67 ans, propriétaire aux Justices. Ce témoin a déjà été entendu dans la première affaire; il raconte l'envahissement violent de sa maison, les effractions commises à son préjudice. Vers huit heures du matin, comme le témoin revenait de faire sa déclaration au commissaire de police, il a entendu un tambour battre le rappel; c'était Duveau que je ne connaissais pas, mais dans le quartier on m'a nommé. Il était seul; un individu est venu lui dire qu'il n'était plus temps. Le tambour a cessé. C'est Duchesnay qui a donné cet avis.

M. le premier président : Ainsi, à huit heures du matin, Duveau, vous vous obstinez encore à battre le rappel, et personne ne vous forçait à le faire; vous étiez seul?

Duveau : On m'avait dit de battre jusqu'aux Justices, j'ai obéi.

Ambroise Duchesnay, menuisier aux Justices.

D. Avez-vous averti Duveau de ne plus battre le rappel? — R. Non, monsieur.

M. l'Avocat-général : Voici l'interrogatoire de Duveau dans l'instruction écrite : « Duchesnay m'a dit de cesser de battre, que le coup était manqué. Duchesnay faisait partie de la bande. »

Duveau : Il est possible que Duchesnay m'ait parlé, je ne me le rappelle plus.

M. le premier président : On comprend le silence du témoin.

M. de Nocé, commissaire de police : J'ai arrêté Baudouin porteur d'un poinçon et Juteau porteur d'un bâton garni de fer. Quant à Briand, il était porteur d'un fusil garni d'une baïonnette que je reconnais parmi les pièces à conviction; le fusil était chargé. Au moment de son arrestation, Briand mettait en joue un gendarme. M. le substitut Dubodan s'est précipité sur Briand, a lutté avec lui, a détourné l'arme et l'a arrêté. Briand avait dans sa poche un sac à plomb, de la poudre, des capsules.

Briand : Je n'ai mis personne en joue. M. le substitut, qui m'a arrêté, peut bien le dire. Ce fusil n'est pas le mien.

M. de Nocé : L'inspecteur de police Martin, qui a conduit Briand au poste, peut certifier que c'est bien le même fusil.

L'inspecteur de police Martin, rappelé, examine le fusil et déclare que c'est bien là le fusil de Briand.

Briand : Ce n'est pas la mon fusil; je m'en étais servi.

D. Pourquoi alors avez-vous des capsules si votre fusil était à pierre? — R. J'avais quelques capsules dans ma poche, mais mon fusil était à pierre.

Martin : Le fusil était si fortement chargé, qu'il aurait pu éclater.

M. de Nocé : Je reconnais un pistolet saisi en la possession de Bazot.

D. Bazot, est-ce là votre pistolet? — R. Oui, monsieur.

M. Deleurie : De quelle nature était le poinçon de Baudouin?

M. de Nocé : Il avait quatre ou cinq centimètres et était très affilé; il y avait au bout un bouchon, précaution utile pour que, dans la poche de Baudouin, il ne pût le blesser.

Baudouin : J'ai toujours cet instrument dans ma poche, il me sert à écrire sur l'ardoise.

M. de Nocé : J'ai fait une perquisition chez Vivant et j'ai trouvé dans sa malle un tiers-point emmanché.

Vivant : C'est un outil qui me sert, je ne l'ai pas affilé; il ne peut faire de mal.

M. le premier président : Vous vous trompez, il a été affilé, et pourrait causer de graves blessures.

Jean Girard, condamné dans la première affaire, carrier de Trelazé : J'ai rencontré Chotard père au cabaret du Poi-

rier où se sont trouvés quatre autres camarades. On a parlé d'aller pour la diminution des vivres. Chotard a dit : « J'y vais aussi. » Il a pris son fusil et vingt-cinq ou trente cartouches, et il est venu avec nous aux plaines.

L'accusé Chotard : Je l'ai bien entendu causer, mais tout cela est bien faux. Bien vrai qu'on a voulu m'emmener, mais je n'ai pas voulu le suivre longtemps, même qu'il disait qu'il brûlerait la cervelle à celui qui ne viendrait pas, et que c'est ça qui m'a fait le suivre un moment; mais pour mon fusil, je ne l'ai pas pris, et pour des munitions, il y a plus de vingt ans qu'il n'en est pas entré chez nous.

Le témoin : Vous allez peut-être dire que vous n'avez pas chargé votre fusil chez vous, devant Mathurin Bazille?

Chotard : Moi, oh! menteur, voilà ce que c'est que la vengeance!

M. le premier président : Pour comprendre cette réponse de Chotard, MM. les jurés doivent savoir que la fille de Chotard a été entendue dans l'instruction et a dit ce qu'elle savait sur la conduite de Girard. Chotard croit que Girard se venge aujourd'hui de la fille en chargeant son père.

Girard : Elle m'a fait ouvrir cinq ans de plus, mais ce n'est pas pour cela que je m'en vengerais.

Gazeau, se levant vivement : Je ne peux pas garder ce que j'ai sur la conscience là-dessus. J'ai entendu dire que Girard se vengerait de la fille Chotard; c'est un ancien gendarme qui me l'a dit.

Girard : Eh bien! je me venge, en disant aujourd'hui ce que je dis, mais c'est la vérité. Si la fille Chotard ne m'avait pas dénoncé, j'aurais épargné son père; mais elle ne m'a pas épargné, et je dis ce que je sais sur son père.

Chotard : Ce Girard, il était bien enragé, puisqu'il disait : « Si je vas à Angers pour la diminution des vivres, c'est pas pour moi; je gagne 4 fr. par jour, ce n'est pas la misère qui me fait marcher, c'est pour les autres. » Je lui ai répondu : « Malheureux! si je gagnais 4 fr. par jour, je ne me mettrais jamais dans ces affaires-là. »

Girard : Oui, j'ai dit ça; et ça prouve que j'ai pas mauvais cœur, que je ne pense pas que pour moi-même.

M. le premier président : C'est un nouvel enseignement qui ressort de ce procès.

On appelle le témoin Herpin, ouvrier de carrière de Trelazé.

M. le premier président : Déjà, dans la première affaire, ce témoin ne s'est pas présenté. On avait dit qu'il avait quitté son domicile et personne ne savait ce qu'il était devenu. Herpin craignait d'être arrêté; aujourd'hui on ne connaît pas son sort. Ce malheureux s'est précipité au fond d'une carrière abandonnée; il s'est suicidé.

Lecture est donnée de la déposition écrite de Herpin. (Voir la Gazette des Tribunaux du 12 octobre.)

M. le premier président : Telle est la déclaration d'Herpin, de ce malheureux perdu par des doctrines funestes; telle a été sa fin; il s'est tué, laissant une jeune femme et un enfant dans la misère. Nous le disons, c'est là un grand enseignement pour les accusés qui sont ici et pour tous les ouvriers des carrières; nous désirons que la cause de la mort du malheureux Herpin ait un grand retentissement, pour que tout le monde sache où conduisent certaines doctrines dont quelques ignorants attendent leur salut.

Louis Bourreau, forgeron aux Justices, demeure dans la même maison que Pierre Martineau (condamné de la première catégorie) et Bourgneuf; il les a vus tous les deux se diriger vers la Pyramide. Il a entendu un bruit de ferraille dans les mains de Bourgneuf, qui lui a fait croire qu'il avait sa faux.

Jean Glandier, cultivateur à Saint-Léonard. Ce témoin déclare que Bourgneuf est arrivé le lundi, vers cinq heures du matin, chez lui.

D. Et son frère, à quelle heure est-il venu chez vous?

Le témoin : Une demi-heure avant, vers quatre heures et demie.

M. le premier président : Voilà encore une charge contre vous, Bourgneuf. Vous avez dit que vous étiez arrivé en même temps que votre frère pour aller travailler chez le témoin, et le témoin vous donne un démenti.

Auguste Charron, cordier à la Madeleine, entendu dans la première affaire. Il ajoute qu'il croit avoir reconnu Bourgneuf dans la bande, mais il ne peut l'affirmer.

D. Que savez-vous sur l'accusé Bazot? — R. Il est sorti pendant que les bandes passaient, mais je ne sais pas ce qu'il a fait.

Bazot : J'avais été voir mon beau-père avec mon épouse, et j'avais un pâtier au bras.

Le témoin : C'est vrai, je l'ai vu revenir un panier au bras.

Mathurin Bazille, condamné de la première catégorie, qu'on a envoyé chercher par l'ordre de M. le premier président, est amené à la barre.

D. Quoique condamné, vous direz la vérité. Etes-vous allé chez Chotard dans la journée du 26? — R. Non, je n'ai vu que le soir dans le pâté des autres.

D. Vous n'êtes pas allé chez lui avec le condamné Girard? — R. Non.

D. Vous ne lui avez pas vu charger son fusil? — R. Non.

Bazille : Si, tu y es venu avec moi.

Bazille : Non, non, j'ai pas été chez Chotard.

Girard : Mon cou à couper, je dirais ce que j'ai dit; devant moi et devant Bazille, Chotard a pris son fusil et l'a chargé.

Bazille : Non, non, impossible de dire ça; je ne l'ai pas vu.

Girard : Moi, impossible de pas le dire; je l'ai vu.

L'accusé Carlos demande à faire un aveu. Il convient qu'il avait une carabine de gendarmerie, ce qu'il avait nié dans son interrogatoire; mais il ne connaît pas celui qui la lui a remise.

M. le premier président : Nous allons lever l'audience pour la renvoyer à demain dix heures très-précises. Nous désirons que dans l'audience de demain nous puissions entendre ce qui reste de témoins, environ trente-six, et le réquisitoire de M. l'Avocat-général. Pour cela il faut de l'exactitude, et je vous la recommande.

L'audience est levée à cinq heures et demie.

si elle a éprouvé un préjudice, de réclamer des dommages-intérêts, a renvoyé la cause après vacations. (Tribunal civil de la Seine (chambre des vacations), audience du 19 octobre 1855, présidence de M. Bienamy.)

— Saderne, que le jury avait à juger aujourd'hui la plainte et se repent. Il voit, mais trop tard, ou peut-être n'en l'inconduite. Appartenant à une honorable famille de Limoges, il est venu à Paris, où il s'est placé chez un fabricant de caoutchouc. Il s'est d'abord honoré d'être conduit; mais bientôt il a fait la connaissance d'une fille, et d'autres aussi, s'il en faut croire certaines dépositions faites dans l'instruction : l'entraînement est devenu irrésistible, les ressources ont été insuffisantes, et l'accusé est devenu un voleur.

Successivement employé chez MM. Guibal, Martin, lacroix, Claës et Brioude, il a commis au préjudice de divers patrons des détournements importants. C'est sans doute une histoire qui se reproduit bien souvent, nous n'en aurions pas parlé sans un incident raconté par M^{me} Bac, défenseur de Saderne.

Saderne, avons-nous dit, appartient à une honorable famille du Limousin. Il avait laissé à Limoges deux sœurs et deux saintes filles qui se sont vouées au service de Dieu et des pauvres. Elles n'ont pas tardé à apprendre le détournement qu'elles lui avaient donné en le quittant. Ces deux sœurs ne virent qu'une chose à faire : arriver à Paris, retrouver leur frère, le sauver, s'il en est temps encore, en l'entraînant à la fille perdue qui n'osera pas le leur disputer.

Elles viennent donc à Paris : elles cherchent en vain l'enfant égaré et ne peuvent trouver sa trace. Chose à Saderne. Plus habile que les deux sœurs, ce fut la pauvre fille qui le découvrit, et, un jour qu'elles suivaient, tristement désolées, la rue du Cherche-Midi, elles virent un jeune homme que des soldats emmenaient... c'était leur frère. Elles ne l'ont plus quitté. Elles l'ont consolé de son sort; elles le protègent par leurs larmes et par leur présence à l'audience.

M. l'avocat-général Sallé a soutenu l'accusation qui a été combattue par M^{me} Bac. L'avocat s'est borné à solliciter une déclaration de circonstances atténuantes, qui a été accordée par le jury.

Saderne est condamné à quatre années d'emprisonnement.

— Dix-neuf ans, le nez retroussé, des yeux noirs bédardés en amande, des cheveux abondants disposés en éventail, encadrant un visage frais et rose, une physionomie vive et mutine, voilà le portrait de la prévenue Marie Danfret, voilà des circonstances bien atténuantes qui ont puissamment milité en faveur du plaigant. Nous disons en faveur du plaigant, car les sympathies de l'audience et la faveur du Tribunal n'étaient pas pour lui, et l'on voit comment, si ces circonstances atténuantes lui ont profité, sa conduite a valu à Marie un acquittement complet.

Carpentier, un tout jeune homme, se présente et dépose. Il reproche à Marie de lui avoir volé un porte-monnaie et les 50 francs qu'il contenait.

« J'ai connu mademoiselle, dit-il, et je lui ai fait part de l'amour qu'elle m'inspirait. (La prévenue fait une moue charmante et paraît combattre une grande envie de rire.) Elle y a correspondu, et je lui ai proposé de venir rester chez moi. Comme je suis garçon de salle... »

La prévenue, à demi-voix : Dites que vous êtes un jeune garçon; votre procédé le prouve bien.

Le plaigant : Comme je suis garçon de salle, j'ai une chambre que je quitte le matin et où je ne reviens que le soir.

La prévenue : Et monsieur me donnait dix sous par jour, et voulait me faire travailler.

M. le président, au plaigant : Vous avez gardé cette fille pendant un mois, et un soir elle est partie en emportant votre porte-monnaie avec 50 francs.

Le plaigant : Oui, parce qu'il n'y avait que ça.

La prévenue : Ça n'y était même pas; il n'y avait que 30 francs.

M. le président : Carpentier, vous avez un peu provoqué ce qui vous arrive. Comment pouvez-vous espérer trouver de la délicatesse dans une jeune fille qui vient ainsi s'installer chez vous? Est-ce que vous ne l'avez pas autorisée à se considérer comme étant chez elle?

Le plaigant : Non, monsieur.

La prévenue : Nous étions en communauté.

Le plaigant : Une communauté! oui, où je mettais tout et vous rien!

La prévenue jette un coup d'œil sur elle-même, elle regarde le plaigant et paraît convaincue qu'elle apportait plus que sa part dans cette association.

Le plaigant : Je dois dire que mademoiselle a déjà fait à un autre ce qu'elle m'a fait.

M. le substitut Dupré-Lassalle : Carpentier, vous avez recherché cette fille pour avoir votre argent?

Carpentier : Oui, monsieur.

D. Vous l'avez emmenée de nouveau chez vous et elle y a couché? — R. Oui, monsieur.

La prévenue : Et lui aussi.

Carpentier : Ça, c'est faux. Je l'ai enfermée et je suis allé coucher ailleurs.

M. le président : Ainsi, vous commettiez un acte de séquestration et vous transformiez votre chambre en maison d'arrêt!

M^{me} Auger, défenseur : Le fonds de l'affaire est une question de jalousie. Cette fille, que sa mère vient réclamer, ne voulait plus rester avec le plaigant, et il a voulu se venger en l'accusant de vol et en la faisant arrêter. Le Tribunal acquitte Marie Danfret.

En attendant prononcer son acquittement, la fille Marie enjambe vivement la banquette, jette au sieur Carpentier un regard de triomphe et lui fait un geste narquois des plus prononcés.

— Par ordre du jour de M. le maréchal commandant en chef l'armée de l'Est et la 1^{re} division militaire, M. Suau, colonel du 77^e régiment d'infanterie de ligne, a été nommé président du 2^e Conseil de guerre permanent de la division, en remplacement de M. Louic, colonel du 23^e régiment de ligne qui quitte la garnison de Paris.

M. Rolland, capitaine au 55^e régiment d'infanterie de ligne, a été nommé juge près le 2^e Conseil de guerre, en remplacement de M. Vaquette, capitaine au même régiment; — M. Passant, capitaine au 15^e bataillon de chasseurs à pied, a été également nommé juge près le même Conseil, en remplacement de M. de Saint-Raymond, capitaine au 41^e régiment d'infanterie de ligne.

Par un autre ordre du jour, M. Petit-Jean, sergent-major au 55^e régiment d'infanterie de ligne, a été nommé juge près le même Conseil de guerre, en remplacement de M. Lehardelay, sergent-major au 2^e régiment de la même arme.

— Il y a quelques jours, l'un des médecins chargés de la constatation des décès dans le 6^e arrondissement se présentait pour remplir sa mission dans une maison de la rue Saint-Maur-Popincourt, où était décédé un jeune enfant, et, après s'être assuré que la mort était naturelle, il interrogeait une femme P..., qui avait déclaré le décès à la mairie, sur l'état civil de l'enfant. Celle-ci répondit

CHRONIQUE

PARIS, 19 OCTOBRE.

M^{me} Guy-Stéphan, que de brillants succès avaient recommandés à l'administration de l'Opéra, a conclu avec M. le directeur de ce théâtre un engagement aux termes duquel elle a droit à quatre mois de congé qui seront, dit le traité, fixés à l'amiable deux mois d'avance. Cependant M. le directeur a cru devoir, quelques jours avant le 1^{er} septembre, faire savoir à M^{me} Guy-Stéphan que son congé commencerait à courir du 1^{er} de ce mois. M^{me} Guy-Stéphan a pensé que M. le directeur de l'Opéra n'avait pas le droit de lui fixer ainsi l'époque de son congé, et elle a formé contre lui une double demande par laquelle, se fondant sur les lois trop prolongées qui lui sont laissées et sur le tort qui en résulte pour sa réputation, elle réclame 100,000 francs de dommages-intérêts; en même temps, elle demande acte de ce qu'elle renonce au congé auquel elle a droit et continue à rester à la disposition de M. le directeur de l'Opéra, qui sera tenu de l'employer comme il est dit dans leurs conventions. M. le directeur de l'Opéra n'a pas répondu à cette double demande.

M. Delassalle s'est présenté au nom de M^{me} Guy-Stéphan. Sur le chef relatif aux 100,000 fr. de dommages-intérêts, il a reconnu que la cause n'était pas de la compétence de la chambre des vacations; que l'Opéra pourrait opposer des moyens tirés des nécessités des représentations dont il faudrait apprécier la valeur; quant à la question du congé, l'urgence lui a paru incontestable. Si la décision de M. le directeur de l'Opéra est jugée régulière, M^{me} Guy-Stéphan aura à employer ses loisirs ainsi qu'elle l'entendra; si, au contraire, elle a été prise à tort, M^{me} Guy-Stéphan aura le droit d'exiger du théâtre qu'il utilise ses talents.

Nonobstant ces observations, le Tribunal, attendu que le congé stipulé par le traité est dans l'intérêt des deux parties contractantes, puisque pendant la durée de ce congé M^{me} Guy-Stéphan n'a pas droit aux avantages qui lui sont accordés le reste de l'année; qu'elle aura le droit,

Charles-Eugène, qu'elle ignorait le lieu de sa naissance et qu'il lui avait été abandonné il y a sept ans...

Il y a vingt-cinq à trente ans la dame P... vivait, sinon dans l'opulence, au moins dans une grande aisance. Elle exerçait la profession de sage-femme dans le faubourg Saint-Germain...

Elle avait été convenu ensuite avec la famille de la mère que la sage-femme se chargerait de faire élever l'enfant, qu'elle le conserverait près d'elle moyennant une pension annuelle de 900 fr. jusqu'au moment où on le lui réclamait...

Supposant que cette circonstance pourrait lui être défavorable dans le procès en filiation maternelle, la femme P... s'était décidée à cacher la naissance de cet enfant qui n'avait pas été inscrit sur les registres de l'état civil de La Chapelle où il était né il y a environ huit mois...

Le commissaire de police, trouvant dans cette déclaration une suppression d'état, ou au moins un défaut de déclaration de naissance, a fait mettre la femme P... en état d'arrestation, et, en poursuivant son enquête sans se départir, il s'est rendu avec elle à La Chapelle, où il a saisi, enterrée dans un terrain attenant à la maison qu'elle avait habitée, une malle lui appartenant, et renfermant, au milieu de quelques haillons, de nombreux papiers et une correspondance paraissant confirmer entièrement sa déclaration...

— Avant-hier, vers dix heures du matin, trois jeunes gens se promenaient dans un bachot sur la Marne, non loin du canal de Saint-Maur; l'embarcation, mal dirigée, ne tarda pas à être entraînée par le courant vers le barrage où il n'y a cependant aucun danger pour ceux qui savent un peu manier les rames. Mais en se voyant ainsi entraînés, deux des jeunes gens se jetèrent à la nage et l'un d'eux disparut aussitôt sous l'eau. Celui qui était resté dans le bachot s'effraya de tendre une rame à l'autre et parvint à le sauver. Quant au premier, on ne put découvrir son corps qu'après une demi-heure de recherches et lorsqu'il avait cessé de vivre: c'était un sieur Debrat, âgé de vingt ans, fabricant de bas à Moreuil (Somme), qui était venu passer quelques jours à Joinville-le-Pont.

COMPAGNIE ROYALE DE CANALISATION DE L'EBRE.

Le terme fixé par l'article 9 des statuts de la Compagnie royale de canalisation de l'Ebre, pour le paiement du second versement sur les actions de cette compagnie, étant expiré depuis le 31 juillet 1853, et MM. les porteurs des actions dont les numéros sont inscrits d'autre part, n'ayant point encore effectué ce paiement, le Conseil d'administration, conformément aux dispositions prises par le gouvernement de Sa Majesté et contenues dans l'ordonnance royale du 1^{er} du présent mois, et à la décision rendue par l'assemblée générale des actionnaires le 23 courant, arrête:

Que MM. les actionnaires dont il vient d'être parlé seront invités à effectuer le susdit versement dans le délai rigoureux d'un mois, à compter du jour de la publication de cet avis, dans les diverses capitales; passé ce terme, il sera procédé, à la Bourse de Madrid, à la vente par duplicata des actions défallantes, et les titres primitifs seront nuls de plein droit, conformément aux dispositions de l'article 12 des statuts, ainsi conçu:

« Dans le cas où le paiement des versements n'aurait pas été fait aux époques déterminées, l'intérêt sur les termes en retard sera « du à la Compagnie sur le pied de 6 pour 100 « l'an; les premiers souscripteurs des actions « demeurant obligés, solidairement avec les « porteurs auxquels ils les auraient transmises, « au paiement du principal et des intérêts des « sommes impayées.

« Le numéro de l'action sur laquelle il sera « du quelque terme sera publié à Madrid, à Paris et à Londres, dans les journaux désignés « par le Conseil d'administration.

« Un mois après cette publication, sans autre « délai, prorogation ni formalité, il pourra être « procédé, à la Bourse de Madrid, par le ministère des agents de change titulaires, à la « vente par duplicata de ladite action.

« La vente se fera pour compte et aux risques de l'actionnaire défallant, qui profitera de l'excédant, s'il en existe, déduction faite des « frais et intérêts, et, dans le cas contraire, sera « passible du déficit.

« Le titre primitif de l'action ainsi vendue « deviendra nul.

« Toute action qui ne porte pas la mention « du paiement régulier, aux quatre termes inscrits, ne pourra être valablement aliénée ni « transférée. »

Les actions qui se trouvent dans ce cas sont inscrites au tableau ci-joint:

Numéros des actions de la Compagnie royale de canalisation de l'Ebre, sur lesquelles n'a point été effectué le second versement, du depuis le 31 juillet 1853.

Table with 2 columns: N° and values. N° 4 à 197, 199 à 392, 490. N° 492 à 496, 511 à 518, 880 à 881.

Table with 2 columns: N° and values. N° 4 à 197, 199 à 392, 490. N° 492 à 496, 511 à 518, 880 à 881.

Table with 2 columns: N° and values. N° 4 à 197, 199 à 392, 490. N° 492 à 496, 511 à 518, 880 à 881.

Table with 2 columns: N° and values. N° 4 à 197, 199 à 392, 490. N° 492 à 496, 511 à 518, 880 à 881.

Table with 2 columns: N° and values. N° 4 à 197, 199 à 392, 490. N° 492 à 496, 511 à 518, 880 à 881.

Table with 2 columns: N° and values. N° 4 à 197, 199 à 392, 490. N° 492 à 496, 511 à 518, 880 à 881.

Table with 2 columns: N° and values. N° 4 à 197, 199 à 392, 490. N° 492 à 496, 511 à 518, 880 à 881.

Table with 2 columns: N° and values. N° 4 à 197, 199 à 392, 490. N° 492 à 496, 511 à 518, 880 à 881.

Table with 2 columns: N° and values. N° 4 à 197, 199 à 392, 490. N° 492 à 496, 511 à 518, 880 à 881.

Table with 2 columns: N° and values. N° 4 à 197, 199 à 392, 490. N° 492 à 496, 511 à 518, 880 à 881.

Table with 2 columns: N° and values. N° 4 à 197, 199 à 392, 490. N° 492 à 496, 511 à 518, 880 à 881.

Table with 2 columns: N° and values. N° 4 à 197, 199 à 392, 490. N° 492 à 496, 511 à 518, 880 à 881.

Table with 2 columns: N° and values. N° 4 à 197, 199 à 392, 490. N° 492 à 496, 511 à 518, 880 à 881.

SOUSCRIPTION DE BARCELONE.

Table with 2 columns: N° and values. N° 3643 à 3665, 3769 à 3774.

Table with 2 columns: N° and values. N° 1001 à 1068, 1185 à 1195.

Table with 2 columns: N° and values. N° 1071, 1197 à 1247.

Table with 2 columns: N° and values. N° 1074 à 1075, 1249 à 1261.

Table with 2 columns: N° and values. N° 1078 à 1080, 1263 à 1274.

Table with 2 columns: N° and values. N° 1082, 1283.

Table with 2 columns: N° and values. N° 1085 à 1086, 1286.

Table with 2 columns: N° and values. N° 1088 à 1089, 1298.

Table with 2 columns: N° and values. N° 1093, 1300.

Table with 2 columns: N° and values. N° 1130 à 1181, 1715.

Table with 2 columns: N° and values. N° 1306 à 1311, 1730 à 1734.

Table with 2 columns: N° and values. N° 1314 à 1315, 1736 à 1744.

Table with 2 columns: N° and values. N° 1318 à 1322, 1747 à 1748.

Table with 2 columns: N° and values. N° 1328 à 1331, 1303.

Table with 2 columns: N° and values. N° 1333 à 1364, 1481 à 1487.

Table with 2 columns: N° and values. N° 1367, 1496 à 1501.

Table with 2 columns: N° and values. N° 1369 à 1374, 1513 à 1520.

Table with 2 columns: N° and values. N° 1379 et 1380, 1529 à 1530.

Table with 2 columns: N° and values. N° 1384 à 1385, 1532.

Bourse de Paris du 19 Octobre 1855.

Table with 2 columns: Values and descriptions. 3 0/0 Au comptant, 64. — Baisse » 10 c.

Table with 2 columns: Values and descriptions. 4 1/2 Au comptant, 90 25. — Sans changement.

Table with 2 columns: Values and descriptions. FONDS DE LA VILLE, ETC. Obligat. de la Ville (Emprunt de 25 millions)...

Table with 2 columns: Values and descriptions. FONDS ÉTRANGERS. Naples (C. Rotsch)... Obl. 1853...

Table with 2 columns: Values and descriptions. A TERME. 3 0/0 Cours, 63 95. Plus haut, 64 20.

Table with 2 columns: Values and descriptions. CHEMINS DE FER COTÉS AU PARQUET. Paris à Orléans... 1090.

Les éditeurs du Ménestrel viennent de publier la seule et nouvelle édition expressément écrite pour le piano, par Félix Godefroid, de ses trois célèbres œuvres: la Danse des Sylphes, le Réve et la Mélancolie.

— THÉÂTRE-ITALIEN. — Samedi, Cenerentola, opéra-buffa en deux actes, musique de Rossini, chantée par M^{mes} Borghi-Mamo, Pozzi, MM. Carrion, Everardi et Zucchini.

— CASINO DE PARIS. — Aujourd'hui samedi, fête parisienne de sept heures et demie à minuit. L'hôtel d'Osmond est transformé en un Casino modèle.

— JARDIN-D'HIVER. — Grande Exposition des trois nouveaux plans en relief du Siège de Sébastopol, la Crimée et Cronstadt. Tout Paris vient s'y rendre compte des opérations de nos troupes et de leurs succès.

SPECTACLES DU 20 OCTOBRE. OPÉRA. — Les Vêpres siciliennes. FRANÇAIS. — Les Fausses Confidences, la Ligne droite, Dot.

CHAUSSURES EN CAOUTCHOUC. vernies, dites Américaines, perfectionnées par l'application de semelles en cuir, qui empêchent de glisser et doublent la durée de ces chaussures.

M. DUPONT 41, Chaussée-d'Antin, au 1^{er}, vente et échange de cachemires de France et de l'Inde. Atelier pour les réparations.

DENTIFRICES LAROSE. L'Élixir dentifrice, pyréthre et gayac, conserve la blancheur et la santé des dents, prévient et guérit les névralgies dentaires, calme immédiatement les douleurs ou rages de dents.

ESPRIT DE MENTHE SUPERFIN. Préparé avec la menthe en fleurs, il est supérieur aux eaux de Mélisse des Jacobins dans l'apoplexie, tremblement des membres, vapeurs, spasmes.

STÉRILITÉ DE LA FEMME. constitutionnelle ou accidentelle, complètement détruite par le traitement de M^{me} Lachapelle, maîtresse sage-femme, professeur d'accouchement.

MAUX DE DENTS. Eau de Omeara. Pharmacie, rue Richelieu, 44. (14509)

Ventes immobilières.

AUDIENGE DES CRIÉES.

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE SEDAN

Etude de M^e CERVEAUX, avoué à Sedan. Vente par licitation entre majeurs et par suite de baisse de mise à prix, d'une MAISON et ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL avec cour et jardin, rue des Capettes, 21.

L'adjudication aura lieu à l'audience des criées du Tribunal civil de Sedan, le mercredi 7 novembre 1855, heure de midi, au Palais-de-Justice.

Cette propriété consiste 1^o en une grande maison avec logement de maître, cour et jardin, porte cochère, etc.

2^o En un établissement industriel avec une machine à vapeur en bon état de la force de vingt chevaux.

Cette machine active de nombreuses laineries. L'usine contient une dégraisserie alimentée par un cours d'eau continu, un décatissoir, une forge avec tous ses accessoires.

La vente comprend toutes les machines et ustensiles de fabrique immeubles par destination. Les loyers annuels, déduction faite des frais, s'élèvent en ce moment à 10,000 fr. Ils peuvent s'élever à 12,000.

La vente aura lieu sur la mise à prix réduite à 35,000 fr., outre les frais et charges. S'adresser pour les renseignements:

1^o A M^e CERVEAUX, avoué à Sedan, rue Saint-Michel, 18;

2^o Pour voir les lieux, à MM. Baudouin frères, dans l'usine à vendre;

3^o Et pour prendre communication du cahier des charges, au greffe du Tribunal civil de Sedan. (3103)

TERRE ET BOIS DE MOUTILS

Etude de M^e ROY, avoué à Coulommiers (Seine-et-Marne). Vente par licitation en l'audience des criées du Tribunal civil de Coulommiers, le 23 novembre 1855, à midi, de

20 hectares 39 ares. — Mise à prix: 10,000 fr. 43 hectares 10 ares. — Mise à prix: 30,000 fr. 12 hectares. — Mise à prix: 6,000 fr.

Et divers autres petits lots. 5^o Le BOIS de la Vignotte, commune de Ville-neuve-la-Lyonne (Marne).

23 hectares 40 ares. — Mise à prix: 15,000 fr. 6^o Le BOIS de la Sieur, même commune.

23 hectares 46 ares. — Mise à prix: 20,000 fr. 7^o Le BOIS des Communes, commune de Sancy, canton de Villiers-Saint-Georges (Seine-et-Marne).

13 hectares 16 ares. — Mise à prix: 15,000 fr. S'adresser pour les renseignements:

A Coulommiers, au greffe du Tribunal civil; — A M^e ROY, avoué poursuivant; — A M^e Sorelle, avoué collicitant;

A Moutils, au sieur Brière, garde particulier; A la Ferté-Gaucher, à M^e Plessier, notaire; A Paris, à M^e Raveau, notaire, rue Saint-Honoré, 297. (3106*)

MAISON A BATIGNOLLES.

Etude de M^e BARETTI, avoué à Paris, rue de la Michodière, 2.

Vente en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, le mercredi 7 novembre 1855, en un seul lot,

D'une MAISON, cour, jardin et dépendances, sis à Batignolles-Monceaux, rue Saint-Louis, 58 (ancien 42), et rue Lemercier, 49 (ancien 43). Superficie totale d'environ 20 ares.

Rapport: 6,330 fr. environ. Mise à prix: 30,000 fr.

S'adresser: 1^o Audit M^e BARETTI, avoué poursuivant; 2^o A M^e Lacroix, avoué à Paris, rue de Choiseul, 27;

3^o A M^e Payen, sequestre, à Paris, rue Bleue, 13; 4^o Et sur les lieux. (3114)

CHAMBRES ET ÉTUDES DE NOTAIRES.

DOMAINE DU CHESNOY.

Etude de M^e POISSON-SEGUN, avoué, rue Vivienne, 12, à Paris.

Adjudication le dimanche 28 octobre 1855, heure de midi, en l'étude et par le ministère de M^e FERRÉ, notaire à Montargis.

Du DOMAINE DU CHESNOY, à deux kilomètres de Montargis (Loiret), sur la ligne concédée du chemin de fer de Paris à Nevers. Domaine du Chesnoy, comprenant: château, jardin, parc, pièce d'eau, potager, verger, ferme, d'une superficie de 73 hectares 13 ares 26 centiares.

Table with 2 columns: Revenu, Impôts, Mise à prix. Revenu: 2,280 fr. Impôts: 320 fr. Mise à prix: 47,000 fr.

Ferme du Pont-Gaillard (sur la route). Comprend: bâtiments ayant servi d'auberge, jardin, pièce d'eau, prés et terres, d'une superficie de 50 hectares.

Revenu: 4,500 fr. Impôts: 200 fr. Mise à prix: 25,000 fr.

Troisième lot et suivants, jusqu'au vingtième: Diverses PIÈCES DE TERRE, pour des mises à prix, s'élevant ensemble à 3,450 fr.

S'adresser pour les renseignements, à Paris: A M^e POISSON-SEGUN, avoué, rue Vivienne, 12;

A M^e Benoist, avoué, rue Saint-Antoine, 110; A M^e de Brotonne, avoué, rue Vivienne, 8;

Et à M. Lourdelet, rue Notre-Dame-de-Nazareth, 39;

Et à Montargis: A M^e FERRÉ, notaire; A M^e Leroy, avoué;

Et à M^e Gervaise. (3102)

MÉTAIRIE DE MALVOISINE.

Adjudication, le lundi 5 novembre 1855, à midi, en l'étude de M^e Souchay, notaire à Angers (Maine-et-Loire).

De la MÉTAIRIE de Malvoisine, consistant en plusieurs corps de bâtiments, cour, aire, jardin et diverses pièces de terre, prés, bois et vignes, le tout situé communes de Morannes, canton de Durtal, arrondissement de Beaugé, contenant 25 hectares 63 ares 51 centiares environ.

Revenu net d'impôts, 4,700 fr. Mise à prix: 30,000 fr.

S'adresser: 1^o Audit M^e SOUCHAY, notaire à Angers, dépositaire de l'encluse et des titres;

2^o A Paris, à M^e Cullerier, avoué poursuivant la vente, rue du Harlay, 20, dépositaire d'une copie du cahier d'enchères;

3^o A M^e Laboissière, avoué collicitant, rue du Sentier, 29. (3111)

PAPETERIES DU SOUCHES.

MM. les actionnaires de la société des Papiers du Souches sont convoqués en assemblée générale ordinaire le 10 novembre prochain, à midi précis, au domicile du directeur, rue Guénégaud, 17, et en assemblée extraordinaire, sur une heure et demie, précise, pour délibérer sur une augmentation du capital social, sur l'augmentation du fonds de réserve et sur la création d'un fonds de prévoyance. (14336*)

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST

EMPRUNT DE VERSAILLES (RIVE DROITE) 1843. Le conseil d'administration a l'honneur de pré-

venir MM. les porteurs des obligations de l'emprunt contracté en 1843 par l'ancienne compagnie du Chemin de fer de Versailles (rive droite), que les obligations dont les numéros suivent sont sorties au tirage qui a eu lieu en séance publique le 18 octobre courant, et qu'elles seront remboursées à raison de 1,250 fr. chacune, à dater du 1^{er} janvier 1856, au siège de la compagnie des Chemins de fer de l'Ouest, 121, rue Saint-Lazare, à Paris, de dix heures à trois heures de l'après-midi:

Table with 4 columns: Values. 92, 143, 205, 324, 333, 499, 600, 886, 913, 1025, 1044, 1204, 1437, 1438, 1534, 1656, 1710, 1757. 1825, 1882, 1901, 2231, 2317, 2374, 2412, 2457, 2460, 2489, 2738, 2793, 2867, 2870, 2881, 2911, 2935, 2951. 3201, 3299, 3313, 3326, 3354, 3387, 3470, 3717, 3795, 4038, 4289, 4352, 4487, 4724, 4787, 4908, 4918. 5117, 5234, 5263, 5267, 5433, 5494, 5663, 5723, 5763, 5929, 5931, 6369, 6383.

venir MM. les porteurs des obligations de l'emprunt contracté en 1843 par l'ancienne compagnie du Chemin de fer de Versailles (rive droite), que les obligations dont les numéros suivent sont sorties au tirage qui a eu lieu en séance publique le 18 octobre courant, et qu'elles seront remboursées à raison de 1,250 fr. chacune, à dater du 1^{er} janvier 1856, au siège de la compagnie des Chemins de fer de l'Ouest, 121, rue Saint-Lazare, à Paris, de dix heures à trois heures de l'après-midi:

venir MM. les porteurs des obligations de l'emprunt contracté en 1843 par l'ancienne compagnie du Chemin de fer de Versailles (rive droite), que les obligations dont les numéros suivent sont sorties au tirage qui a eu lieu en séance publique le 18 octobre courant, et qu'elles seront remboursées à raison de 1,250 fr. chacune, à dater du 1^{er} janvier 1856, au siège de la compagnie des Chemins de fer de l'Ouest, 121, rue Saint-Lazare, à Paris, de dix heures à trois heures de l'après-midi:

venir MM. les porteurs des obligations de l'emprunt contracté en 1843 par l'ancienne compagnie du Chemin de fer de Versailles (rive droite), que les obligations dont les numéros suivent sont sorties au tirage qui a eu lieu en séance publique le 18 octobre courant, et qu'elles seront remboursées à raison de 1,250 fr. chacune, à dater du 1^{er} janvier 1856, au siège de la compagnie des Chemins de fer de l'Ouest, 121, rue Saint-Lazare, à Paris, de dix heures à trois heures de l'après-midi:

venir MM. les porteurs des obligations de l'emprunt contracté en 1843 par l'ancienne compagnie du Chemin de fer de Versailles (rive droite), que les obligations dont les numéros suivent sont sorties au tirage qui a eu lieu en séance publique le 18 octobre courant, et qu'elles seront remboursées à raison de 1,250 fr. chacune, à dater du 1^{er} janvier 1856, au siège de la compagnie des Chemins de fer de l'Ouest, 121, rue Saint-Lazare, à Paris, de dix heures à trois heures de l'après-midi:

venir MM. les porteurs des obligations de l'emprunt contracté en 1843 par l'ancienne compagnie du Chemin de fer de Versailles (rive droite), que les obligations dont les numéros suivent sont sorties au tirage qui a eu lieu en séance publique le 18 octobre courant, et qu'elles seront remboursées à raison de 1,250 fr. chacune, à dater du 1^{er} janvier 1856, au siège de la compagnie des Chemins de fer de l'Ouest, 121, rue Saint-Lazare, à Paris, de dix heures à trois heures de l'après-midi:

venir MM. les porteurs des obligations de l'emprunt contracté en 1843 par l'ancienne compagnie du Chemin de fer de Versailles (rive droite), que les obligations dont les numéros suivent sont sorties au tirage qui a eu lieu en séance publique le 18 octobre courant, et qu'elles seront remboursées à raison de 1,250 fr. chacune, à dater du 1^{er} janvier 1856, au siège de la compagnie des Chemins de fer de l'Ouest, 121, rue Saint-Lazare, à Paris, de dix heures à trois heures de l'après-midi:

venir MM. les porteurs des obligations de l'emprunt contracté en 1843 par l'ancienne compagnie du Chemin de fer de Versailles (rive droite), que les obligations dont les numéros suivent sont sorties au tirage qui a eu lieu en séance publique le 18 octobre courant, et qu'elles seront remboursées à raison de 1,250 fr. chacune, à dater du 1^{er} janvier 1856, au siège de la compagnie des Chemins de fer de l'Ouest, 121, rue Saint-Lazare, à Paris, de dix heures à trois heures de l'après-midi:

venir MM. les porteurs des obligations de l'emprunt contracté en 1843 par l'ancienne compagnie du Chemin de fer de Versailles (rive droite), que les obligations dont les numéros suivent sont sorties au tirage qui a eu lieu en séance publique le 18 octobre courant, et qu'elles seront remboursées à raison de 1,250 fr. chacune, à dater du 1^{er} janvier 1856, au siège de la compagnie des Chemins de fer de l'Ouest, 121, rue Saint-Lazare, à Paris, de dix heures à trois heures de l'après-midi:

venir MM. les porteurs des obligations de l'emprunt contracté en 1843 par l'ancienne compagnie du Chemin de fer de Versailles (rive droite), que les obligations dont les numéros suivent sont sorties au tirage qui a eu lieu en séance publique le 18 octobre courant, et qu'elles seront remboursées à raison de 1,250 fr. chacune, à dater du 1^{er} janvier 1856, au siège de la compagnie des Chemins de fer de l'Ouest, 121, rue Saint-Lazare, à Paris, de dix heures à trois heures de l'après-midi:

venir MM. les porteurs des obligations de l'emprunt contracté en 1843 par l'ancienne compagnie du Chemin de fer de Versailles (rive droite), que les obligations dont les numéros suivent sont sorties au tirage qui a eu lieu en séance publique le 18 octobre courant, et qu'elles seront remboursées à raison de 1,250 fr. chacune, à dater du 1^{er} janvier 1856, au siège de la compagnie des Chemins de fer de l'Ouest, 121, rue Saint-Lazare, à Paris, de dix heures à trois heures de l'après-midi:

venir MM. les porteurs des obligations de l'emprunt contracté en 1843 par l'ancienne compagnie du Chemin de fer de Versailles (rive droite), que les obligations dont les numéros suivent sont sorties au tirage qui a eu lieu en séance publique le 18 octobre courant, et qu'elles seront remboursées à raison de 1,250 fr. chacune, à dater du 1^{er} janvier 1856, au siège de la compagnie des Chemins de fer de l'Ouest, 121, rue Saint-Lazare, à Paris, de dix heures à trois heures de l'après-midi:

venir MM. les porteurs des obligations de l'emprunt contracté en 1843 par l'ancienne compagnie du Chemin de fer de Versailles (rive droite), que les obligations dont les numéros suivent sont sorties au tirage qui a eu lieu en séance publique le 18 octobre courant, et qu'elles seront remboursées à raison de 1,250 fr. chacune, à dater du 1^{er} janvier